

comme par exemple, l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers, les droits successoraux et ainsi de suite, de façon à empêcher les provinces d'augmenter leurs revenus en dépit de tous les progrès qu'elles pourraient réaliser dans le domaine industriel et l'exploitation de leurs ressources. Les sources de revenus appartiennent au Dominion et; si ce dernier les exploite, les provinces ne susciteront aucune difficulté. Mais la source la plus importante que possède le Dominion et qu'il n'a exploitée qu'à de rares occasions et avec bien des craintes, est son pouvoir d'émettre du numéraire, le pouvoir de monétiser la richesse nationale, de prendre, par exemple, des biens pour une valeur de 4 milliards et de les représenter par un intermédiaire d'échange qui servira de moyen à la distribution de ces biens. Cet intermédiaire d'échange peut être équitablement distribué entre toutes les provinces et améliorer grandement de cette façon, le niveau de vie de toute la population. Si le premier ministre cherche comment consolider l'unité nationale, voilà un moyen tout indiqué.

Un mot maintenant au sujet du rapport Beveridge. Les membres de notre groupe ne s'opposent pas à une plus grande sécurité sociale. S'il n'y avait pas moyen de trouver mieux, il faudrait évidemment accepter le rapport Beveridge. Nous prétendons cependant qu'accepter ce rapport serait nous contenter de miettes alors que nous avons droit à un bon repas. Le premier ministre a dit juste lorsqu'il a affirmé que la société, ayant créé une situation qui souffre un tel état de choses,—c'est-à-dire les inégalités, les risques nationaux et le reste,—a le devoir de trouver le moyen d'y remédier. C'est exact, mais il doit s'assurer que le remède améliorera la situation et ne la rendra pas pire. Tous les programmes préconisés aujourd'hui par ceux qui détiennent des postes responsables sont destinés à mettre le pays dans un état pire qu'actuellement. Il faut trouver un remède qui en soit véritablement un.

De toute évidence, la solution du problème réside dans un certain rouage de distribution, question que j'ai traitée il y a environ un mois. Toute personne avertie conviendra que le problème auquel nous avons à faire face en est un de distribution. Alors, trouvons un système de distribution. L'agent monétaire est celui qui sert à la distribution. Il est donc manifeste que nos ennuis se rattachent au facteur monétaire. Nous avons déjà vu que le Canada produit aujourd'hui des denrées pour une valeur de huit milliards de dollars. Il aurait pu en produire pour une valeur de huit milliards en 1930, si nous nous étions résolument efforcés d'atteindre cet objectif. Il aurait certes pu les produire en 1935, si

on avait su l'organiser à cette fin. Or qu'a-t-on fait? Oublions cette misérable et triste histoire. Le Canada avait la capacité de produire ces denrées et il aurait pu le faire. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il ne savait pas trouver de débouchés à sa production; autrement dit, le Canada ne savait pas comment distribuer cette dernière. Le premier ministre occupe un poste de commande dans ce pays depuis 1935, mais il n'a encore rien fait pour trouver une solution au problème de la distribution. Il répondra sans doute que le Canada a cherché des débouchés à l'étranger. J'en conviens, mais les marchés extérieurs n'ont pas réussi à surmonter cette difficulté. Ils ont failli à la tâche, en fait de distribution. Que personne n'aille conclure que je sois contre le commerce ou les marchés extérieurs. Ils ont leur raison d'être, mais ils ont lamentablement failli à la tâche, quand il s'est agi de la distribution des denrées chez nous. Nous y avons eu recours pendant toutes les terribles années d'après 1930. Et avec quels résultats? Voici la réponse: Nous étions paralysés en même temps qu'un grand nombre d'autres nations. Je n'en dirai pas plus sur ce sujet.

Examinons quelques instants le mécanisme du commerce extérieur. Le commerce extérieur ne peut distribuer convenablement les denrées, et c'est pourquoi toute nation qui le pratique doit, pour réussir, vendre plus qu'elle n'achète. C'est exact, n'est-ce pas? Très bien. Si donc dix nations veulent réussir dans leur commerce extérieur, chacune doit vendre plus qu'elle n'achète, ce qui est une absurdité. C'est une impossibilité qui se trouve à la racine même du conflit actuel. Les simples membres du parti libéral ne pourraient-ils pas s'ancrent cette idée dans l'esprit?

Or, qu'une nation faillisse à obtenir une balance favorable de son commerce, qu'arrive-t-il? Elle s'endette, et doit exporter de l'or. Elle ne pourra se procurer de l'or que si quelque nation consent à en troquer contre des marchandises. Si cette nation lui fait défaut, les dettes s'accroissent. Les honorables députés peuvent-ils me dire quel sort attend cette nation, dans de pareilles conditions? Elle tombe victime de l'effondrement du commerce international. Quels moyens lui restent-ils? Elle doit accroître les entraves douanières, attendu que les dettes influent sur la valeur du change, ce qui empire encore la situation. Elle doit acquitter les frais de ses dettes, ce qui l'empire encore davantage.

Quelqu'un m'apprendra-t-il comment les nations se tireraient d'affaire, si quelque autorité supra-nationale allait dire à celle qui désire se protéger au moyen d'entraves douanières, qu'elle doit s'en abstenir? Qu'arriverait-il? Si le premier ministre (M. Mackenzie King) a l'imagination assez créatrice pour appeler